

Les crédits

augmenterait de 0,7 p. 100 en 1990, de 0,4 p. 100 en 1991 et peut-être de 3,0 p. 100 en 1992. Toutes ses prévisions sont en deçà de celles du ministre.

Quant aux taux de chômage, il les a situés à 7,9, à 8,9 et à 8,5 p. 100 respectivement, des taux qui sont tous très supérieurs à la moyenne dont faisait état le ministre dans les chiffres qu'il nous a proposés. Je pourrais en dire autant des taux d'intérêt et du taux de l'inflation.

Le ministre a eu le temps de mettre sa politique à l'épreuve. Il en a eu amplement le temps. Les Canadiens ont souffert longtemps à cause de sa politique. Et malgré cela, voilà que nous voyons poindre une première récession créée de toutes pièces par la politique du gouvernement actuel. Ce n'est pas moi qui le dis. Il s'agit toujours du Conference Board du Canada, qui appuie généralement les décisions du ministre.

En fait, le Conference Board a indiqué très clairement que cette première récession «made in Canada» se produisait justement au moment où les États-Unis, notre principal partenaire financier, pourraient bien éviter une récession. Si c'est ce qu'on appelle succès et réussites.

Le ministre a déclaré en février 1988 que les choses s'arrangeraient mais ce ne fut pas le cas. Pouvons-nous vraiment le croire, maintenant, en 1990, lorsqu'il dit que tout se passera bien dans le futur? Ou pouvons-nous nous attendre à voir revenir la situation qu'avaient provoquée les libéraux en 1981-1982? Devons-nous nous attendre à voir s'installer une récession qui fera grimper le taux de chômage à 12 p. 100, comme ce fut le cas par le passé avec les libéraux, au lieu de le stabiliser à son taux actuel de 8,4 p. 100?

Pouvons-nous nous attendre à voir les taux d'intérêt s'élever non pas à 14 et à 15 p. 100, mais à 21 ou 22 p. 100, comme ce fut le cas avec les libéraux?

Pouvons-nous nous attendre à subir une récession d'une seule année, comme nous le prédit le ministre, ou devons-nous nous préparer à une récession entraînant un déclin qui ne se limite pas à deux points de pourcentage, mais un déclin de 6 p. 100 de la croissance réelle, comme c'est arrivé sous le gouvernement libéral?

Verrons-nous un conflit s'installer entre les libéraux et les conservateurs pour déterminer qui réussira le mieux à entraîner le pays encore plus profondément dans la dépression? Allons-nous assister à un combat pour voir qui est le meilleur en matière de mauvaise gestion économique?

Je crois qu'il est possible que cela se produise, monsieur le Président. J'espère cependant que le ministre choisira d'appliquer des solutions de rechange. J'espère par exemple que ce ministre mettra en vigueur un impôt minimum sur les sociétés. J'espère qu'il réduira les taux

d'intérêt, ce qu'il peut faire. J'espère qu'il créera de nouvelles institutions, comme une banque industrielle nationale, qui aurait pour tâche d'aider nos entreprises à se moderniser plus rapidement, à mieux se préparer à la concurrence des autres pays. Envisage-t-il de créer des banques régionales de développement qui consentiraient des prêts à des taux avantageux dans les régions les plus pauvres du pays? Prévoit-il élaborer des politiques d'adaptation efficaces pour vraiment former la main-d'oeuvre pour les tâches de l'avenir? C'est ce que nous avons recommandé. Prendra-t-il des mesures pour protéger l'environnement, comme une taxe sur les produits dommageables pour l'environnement, au lieu d'impôts frappant les pauvres? C'est ce genre de mesures qu'il devrait prendre.

• (1640)

Je presse le ministre, en premier lieu, de reconnaître que nous sommes dans une récession et, en deuxième lieu, de passer à l'action pour corriger la situation, au lieu de blâmer les sénateurs ou les libéraux. Je tiens à souligner au ministre, et c'est mon dernier point, que le Parti libéral n'est guère populaire au pays. C'est le cas en Ontario.

Donnons donc un nouveau départ à notre pays avec de nouvelles politiques. Laissons le ministre nous donner ces nouvelles politiques, sinon, c'est nous de ce parti qui les donnerons au pays.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je tiens à remercier le député d'Essex—Windsor pour son indulgence et sa compréhension. Questions et observations. L'honorable ministre des Finances a la parole.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je veux commenter brièvement. Le député a déclaré que nous n'avons introduit aucun impôt minimum sur les profits des entreprises. C'est exactement ce qu'est l'impôt des grandes entreprises. Il génèrera plus de un milliard de dollars, mais le projet de loi est en ce moment bloqué au Sénat.

Nous avons prévu une limite sur les déductions au titre de la recherche et du développement pour que des entreprises comme Xerox, dont on a dit qu'elle ne payait aucun impôt, en paient. Dans notre réforme du régime fiscal de 1988, nous avons aussi prévu la réduction progressive des déductions pour amortissements, de sorte que les entreprises comme Domtar, dont on a dit qu'elle ne payait aucun impôt, en paieront.

Il importe, je crois, que le député se rende compte que nous avons tenu directement compte des critiques que lui-même et d'autres députés, y compris des députés de